

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'un emplacement au Cimetière Saint-Étienne en faveur de
l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier - Approbation**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans la tradition juive, les objets et les textes sacrés n'ayant plus d'usage ne peuvent pas être détruits et doivent faire l'objet d'enfouissement dans des caveaux destinés à cet usage.

Les caveaux existants, l'un situé au cimetière israélite ancien de Saint-Lazare et l'autre au cimetière Saint-Etienne, s'avèrent saturés

Conformément au Code général des collectivités territoriales, et en particulier les articles L.2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2213-8 et L.2213-9, il est proposé de mettre à disposition de l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier un emplacement situé au secteur C3 du cimetière Saint-Etienne dans le prolongement de l'emplacement du caveau existant.

Les dimensions de l'emplacement sont de 3 mètres sur 2,5 mètres, soit une surface de 7,5 m². Il y sera autorisé l'installation de caveaux bâtis en infrastructure dont la profondeur ne pourra excéder deux mètres. Les représentants de l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier peuvent effectuer toute demande de travaux sur cet emplacement, sous réserve d'une validation de l'Administration des Cimetières.

La mise à disposition de cet emplacement se fait à titre gracieux, sans limite de durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un emplacement du cimetière Saint-Etienne à l'Association Cultuelle Israélite de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-146976-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.